

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## La politique de la carotte

**D**ENAIN mardi, Robert Boulin, le ministre du chômage, reçoit les cinq fédérations de la métallurgie. C'est Barre qui leur avait écrit le 26 janvier, « souhaitant chercher des solutions aux problèmes posés par la crise de la sidérurgie ». Boulin « coordonnera les procédures de dialogue » qui doivent être établies au niveau national avec l'État, au niveau régional avec les groupes industriels et dans les boîtes concernées.

Barre a déjà annoncé qu'il refusait de revenir sur le nombre de licenciements annoncés. Quand les travailleurs du Nord et de la Lorraine ont engagé une juste lutte pour dire non à tout licenciement, que vont faire les dirigeants syndicaux chez le ministre, puisque celui-ci d'entrée de jeu annonce qu'il se refuse à discuter avec la volonté No 1 des sidérurgistes ?

Pour Giscard-Barre, la manœuvre est claire : un vent de tempête se lève dans le Nord et en Lorraine, pour le moment l'emploi massif des forces de l'ordre bourgeois risquerait de mettre un peu plus d'électricité dans l'air et d'isoler un peu plus ce tandem alors il faut gagner du temps, agiter la carotte. Mettre en place des organismes de parole où on discutera de reconversion industrielle, de pré-retraites, bref de voir comment finalement, dans quelle sauce noyer le refus de tout licenciement des sidérurgistes, cette tactique où les travailleurs sont toujours perdants porte un nom, c'est la « concertation ».

Les travailleurs n'ont pas à se laisser entraîner à ce jeu-là. La voie qu'ils prennent, celle de l'action de masse efficace pour faire reculer patronat et gouvernement (y compris la juste violence de masse) qui les unit indépendamment de leurs convictions politiques ou syndicales est la bonne. C'est cette voie qui fait entrer dans la lutte les travailleurs hésitants et qui fait se lever l'espoir, que, contre les capitalistes de l'acier, on peut lutter pour de bon et vaincre !

Les parlottes avec Boulin, dont le but final est de marchander sur le nombre de licenciements, sont à rejeter. Unité à la base et dans l'action pour du travail pour tous, voilà la seule réponse à faire aux propositions de Giscard-Barre.

René BREAND

## Répression colonialiste à Tahiti 20 ans de travaux forcés pour 4 indépendantistes

**S**EPT militants indépendantistes viennent d'être condamnés, par une juridiction d'exception, à des peines allant de 5 à 20 ans d'emprisonnement. Instruction faussée, procès truqué, rien n'a manqué pour leur faire endosser un meurtre qu'ils nient avoir commis. Ce procès est celui du colonialisme français. Ils doivent être libérés.

(Voir article page 3)



Lors d'un procès précédent.

## Meeting de l'eurodroite à Lyon

## Les fascistes s'organisent, organisons-nous contre eux !

**M**ARDI 6 février, un meeting de l'eurodroite se tiendra à Lyon, avec l'autorisation du préfet de région Rhône-Alpes. Encore une fois, les fascistes du Parti des forces nouvelles (français), ceux de Fuerza Nueva (espagnol) et ceux du MSI (italien) auront droit à la parole !

Un large mouvement de mobilisation contre la tenue de ce meeting s'est créé à Lyon à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme, de la LICRA, du FNDIRP, de la CFDT, de la CGT/FO, de la FEN, de l'UGEL-UNEF, du MAS, du PS, du PSU, du MRG, du CCA, de la LCR, de l'OCT, du PCML, du PCR (ml), de l'OCI, du MJS, de la JCR, de l'UJCR, de l'AJS, de l'UEF, de la JEF, de la Libre pensée, des femmes du Centre des femmes, du comité de coordination des organisations juives, de l'UEJF, du DEJ, du cercle B. Lazaire et du cercle Michmar.

Ce collectif appelle à l'interdiction de ce meeting et à une manifestation le 6 février à 18 heures, place Bellecour (Veilleur de pierre) à Lyon.

Les dirigeants de la CGT et du PCF ont refusé de s'associer à cette action unitaire, refusant de faire « l'unité avec des gauchistes ». Cette attitude va à contresens de la défense des libertés, cheval de bataille de ces organisations. Mais il est fort probable que de nombreux militants du

PCF et de la CGT participeront sur leur propre initiative individuelle à cette manifestation antifasciste.

L'attitude de la CGT et du PCF a été tout autre lors de la manifestation à Aix-en-Provence du 1er février contre un autre meeting de l'eurodroite.

3 000 personnes, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de nombreuses autres organisations politiques et syndicales d'associations de résistants et de déportés se sont donc rassemblées pour condamner la tenue de ce meeting, pour dénoncer les exactions commises par les fascistes à la Bourse du travail et la profanation d'une plaque commémorant le sacrifice des deux résistants militants de la CGT.

La fille d'un de ces fusillés et le rescapé du maquis de Saint-Antonin lurent les cent noms des héros et à chaque fois, la foule répondait « Mort pour la liberté ». Un vieil homme, pleurant d'émotion prenait les jeunes lycéens dans ses bras : « Merci d'être venus, j'ai été déporté, merci ».

À la fin de l'hommage aux fusillés, certains entonnèrent la Marseillaise, alors un militant connu du PCF cria : « Au poteau d'exécution, ils sont morts en chantant l'Internationale », l'Internationale couvrit rapidement le premier chant.

Notre parti, le PCML était présent à Aix, parmi les 3 000 manifestants, le comité de Parti a re-

mis, du reste, un message affirmant sa pleine solidarité au secrétaire de la CGT.

Mardi, à Lyon, notre Parti sera présent également. Car hier comme aujourd'hui, la lutte contre les fascistes revêt une importance capitale. En effet la crise

que connaît actuellement notre pays — si elle suscite le mécontentement le plus profond de la population — peut engendrer la création et le renforcement des groupes fascistes.

Natahlie VILLOTIERS

(Suite page 3)

## Agression vietnamienne contre le Cambodge

(Voir page 4)



USINOR-DENAIN :  
PASSER  
À L'OFFENSIVE !

## Les mesures pour le Nord : « On se moque de nous »

(Voir article page 3)

# Le racisme n'est pas mort aux Etats-Unis



1978 : Houston des Chicanos manifestent contre les assassinats de leurs frères commis par les policiers au Texas (Photo The Call)



Les groupes racistes et nazis sont en expansion aux Etats-Unis. Ci-dessus de jeunes racistes américains (Photo The Call)

DANS une conférence de presse du 21 septembre 1978, Arthur Young, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, déclarait : « Le racisme est mort en Amérique ». Ainsi, selon ce haut personnage de l'Etat américain, le temps des assassinats racistes, des pogroms, des inégalités et injustices flagrantes envers les populations de couleur était révolu. Mais la réalité est toute autre.

La discrimination entre les citoyens américains blancs et les minorités nationales demeure, elle continue tant au niveau des salaires, du chômage, des licenciements qu'en ce qui concerne l'habitat, l'éducation, etc. Le racisme, loin de disparaître, connaît aujourd'hui un nouveau regain, avec en particulier le retour en force du Ku Klux Klan et des néo-nazis.

Sur 217 millions d'habitants aux Etats-Unis, il y a 87% de Blancs, 11% de Noirs et 2% d'Asiatiques (des Chinois essentiellement). Les Noirs et les Asiatiques ne sont pas les seules minorités nationales qui existent aux USA. En effet, sont inclus dans la race blanche, les Chicanos et les Porto-Ricains. Sont appelés Chicanos, tous ceux qui viennent de l'Amérique latine ; en fait, ce sont en majeure partie des Mexicains, qui, fuyant la misère de leur pays, viennent vivre aux USA dans l'espoir de trouver du travail et une vie décente.

## DISCRIMINATION RACIALE

La discrimination raciale, on la retrouve au niveau des salaires, du chômage (surtout chez les jeunes). On note que 50% des familles noires ne possèdent pas le minimum nécessaire pour une vie décente, 17% des Blancs sont dans ce cas, les Chicanos et Portoricains forment une grande partie de ces 17%.

Cette discrimination, on la retrouve aussi au niveau de l'habitat, avec les quartiers misérables où vivent, parqués, les Noirs, les Mexicains et les Portoricains. Ce visage de l'Amérique des ghettos est toujours réelle.

La discrimination, le racisme, les travailleurs des minorités nationales les ressentent chaque jour, sur leur lieu de travail. Un témoignage (\*) sur la situation de ces travailleurs dans la sidérurgie à Chicago en dit long à ce sujet « La discrimination dans les usines prend souvent la forme des licenciements. Une information récente donnée par le syndicat révèle que 98% des ouvriers licenciés l'année dernière dans l'entreprise Alta Hormo étaient des Noirs. Ce pourcentage est beaucoup plus élevé que le pourcentage de Noirs dans l'entreprise. La même année, 80% des licenciements à l'usine Youngtown Sheet and Tube de Chicago ont

touchés des travailleurs noirs alors que ceux-ci ne forment que 35% du nombre total d'ouvriers. (...)

Le racisme ne se limite pas seulement aux licenciements. Les ouvriers des minorités nationales sont employés systématiquement aux postes de travail les moins payés et les plus durs. Pour la majorité d'entre eux, il n'est pas possible de changer de poste, de sortir du haut fourneau, du fourneau à coke et d'autres départements dangereux. Le harcèlement disciplinaire est un des problèmes quotidiens pour les ouvriers des minorités. »

Un ouvrier blanc raconte les méthodes employées par le patron pour développer le racisme. C'est une histoire typique :

« Le contremaître est venu me trouver le deuxième jour après mon entrée à l'usine et il m'a promis que le travail serait facile si je coopérais. »

« Il m'a dit que je ne devais pas me mêler avec les Noirs et les Latins : "Ne te mêle pas de ce qui ne te regarde pas" m'a-t-il dit. Autrement dit : ne te mêle pas de la lutte pour de meilleures conditions de travail. »

Le contremaître m'a dit également que si je ne coopérais pas, il y avait beaucoup de Noirs au chômage qui attendaient de prendre ma place. Je l'ai envoyé ballader. (Fin du témoignage).

Les Chicanos ne sont guère mieux considérés. A la Youngtown Sheet and Tube, un ouvrier mexicain est mort il y a quelques temps, à la suite de l'écroulement de l'étagère où il travaillait. La compagnie a étouffé l'affaire et n'a jamais réparé. « Il ne s'agissait que d'un Mexicain » a affirmé la direction.

## LES CHICANOS SONT CONSIDERES COMME LES ARABES CHEZ NOUS

Le racisme est soigneusement entretenu et il con-

naît même un certain regain aujourd'hui avec l'aggravation de la crise économique. Plusieurs faits l'attestent.

On a remarqué ces derniers mois que le Ku Klux Klan refaisait surface. Dans plusieurs Etats, il mène une campagne forcée de recrutement et engage des actions contre les Noirs, bien sûr, mais contre toutes les minorités nationales.

De même, resurgissent et apparaissent au grand jour des groupes néo-nazis. Ces groupes existaient déjà auparavant mais ils se sont développés et de plus, ils ont obtenu droit de cité auprès de bon nombre d'autorités locales : c'est ainsi qu'on les voit parader dans des costumes hitlériens sous la protection de la police à Chicago, à Détroit, qu'ils ont obtenu le droit d'ouvrir des librairies à la gloire d'Hitler dans les quartiers ouvriers blancs.

C'est tout aussi légalement que sont remis en cause les acquis de la lutte des Noirs pour leurs droits. Par exemple, l'affaire Bakke. Les étudiants noirs avaient lutté pour qu'un quota soit établi dans les universités afin qu'ils puissent poursuivre leurs études. Le jugement de l'affaire Bakke a permis de remettre en cause ce quota qui constituait une certaine garantie du droit à l'enseignement supérieur pour les Noirs.

Plus grave, les assassinats dont ont été victimes l'année dernière plusieurs dizaines de Chicanos, dans le sud du pays. Les meurtriers sont des policiers qui sont toujours en liberté et agissent en toute impunité.

L'Etat ne fait rien. Toute une propagande tend à faire croire que ce sont les Chicanos qui sont responsables du chômage (comme en France pour les émigrés arabes).

Nombreux sont les Chicanos arrivés aux USA illégalement (l'immigration en provenance du Mexique étant interdite). Ils n'ont aucun droit. Les patrons en profitent et les emploient pour des salaires dérisoires. Quand, de temps à autres, sont effectuées des descentes de police dans ces entreprises, les travailleurs sont licenciés et expulsés sans autre forme de procès. Et, certains osent encore appeler les USA : terre d'accueil et de liberté.

## STERILISATIONS FORCÉES

Certains théoriciens racistes vont même jusqu'à prôner purement et simplement l'extinction des races autres que la race blanche. Cette position extrême est déjà mise en pratique par le biais des stérilisations forcées. Elles touchent plus particulièrement les minorités indiennes et les Chicanos. Des médecins proposent aux femmes de signer des textes de demandes de stérilisation. Ne connaissant pas la langue, (les Chicanos parlent espagnol), les femmes signent et deviennent stériles sans l'avoir demandé. En 1974, plusieurs femmes de Los Angeles, victimes de ces stérilisations forcées avaient porté plainte. Le gouvernement a rejeté leur requête en disant

## ALGERIE

### Le 4e Congrès du FLN élit son bureau politique

Le 4e congrès du FLN s'est clos à Alger sur la désignation de Chadli Benjedid comme candidat officiel du Parti à la présidence de la République. La composition du nouveau bureau politique du parti, qui remplace le Conseil de la Révolution a été rendu public. Il comprend dix-sept membres, dont tous les anciens membres du Conseil de la Révolution et le candidat à la présidence. Ses membres sont : M. Chadli Benjedid, M. Rabah Bitat, le président de l'Assemblée nationale et actuel président par intérim. M. Abdelaziz Bouteflika, le ministre des affaires étrangères depuis 1964, le colonel Abdallah Belhouchet, commandant la région militaire de Blida, M. Ahmed Draïa, le ministre des transports, M. Ahmed Bencherif, ministre de l'environnement, de l'hydraulique et de la bonification des terres, M. Mohamed Salah Yayaoui, l'ancien responsable de l'exécutif chargé de l'appareil du parti, M. Tayeb Larbi, ministre de l'agriculture depuis 1968, M. Mohamed Benahmed Abdelghani, ministre de l'intérieur, M. Belaid Abdesselam, ministre de l'industrie légère, M. Boualem Benhamouda, ministre des travaux publics, M. Mohamed Seddik Benyayia, ministre des finances, M. Mohamed Saïd Mazouzi, ministre des anciens combattants, M. Mohamed Amir, ministre du travail, M. Guezzane Djillali Affane, commissaire national du parti, M. Kashdi Merbah, commandant de la sûreté militaire, M. Taleb Ibrahim Ahmed, ministre conseiller à la présidence.

## IRAK-SYRIE

APRES la rencontre en Syrie entre les dirigeants syriens et irakiens, le processus d'unification entre les deux pays semble prendre tournure. Un pacte de défense a été déjà signé et la décision a été prise de mettre rapidement au point les modalités constitutionnelles et politiques de cette union.

## ESPAGNE

ENVIRON trois cent cinquante mille travailleurs espagnols étaient en grève jeudi 1er février pour réclamer des augmentations de salaire. Pour la seule région de Madrid, cent vingt mille sidérurgistes ont fait, pour la troisième fois depuis trois semaines, deux journées de grève, ceci pour appuyer une revendication de 14% d'augmentation. La réaction patronale a été d'instaurer le lock-out dans la plupart des entreprises concernées. Le Syndicat unitaire envisage d'appeler, la semaine prochaine, à une grève générale et illimitée dans la métallurgie madrilène si les revendications ne sont pas satisfaites d'ici là.

## PAYS-BAS

LA revendication pour la semaine des trente-cinq heures fait tâche d'huile en Europe. En Allemagne fédérale, où après une longue grève les sidérurgistes n'ont pu obtenir satisfaction, les travailleurs de l'imprimerie s'apprentent à reprendre le flambeau. Aux Pays bas, les deux principaux syndicats, ceux de la métallurgie lourde et de la construction (500 000 salariés) viennent d'en faire leur principale revendication dans leurs négociations avec le patronat.



Les Porto-Ricains sont une minorité importante aux USA. Ici, ils manifestent pour les droits démocratiques et l'indépendance de Porto-Rico.

Répression colonialiste à Tahiti

# 20 ans de travaux forcés pour 4 indépendantistes !

**L**e 12 août 1977, Olivier Stirn, le ministre du colonialisme français de l'époque, se rend en tournée d'inspection à Tahiti, en Polynésie française, à 18 000 km de Paris.

En guise de protestation contre cette venue mais aussi contre l'utilisation de la Polynésie par la France comme « champ d'expérimentation » de ses armes nucléaires, l'hôtel de la Poste de Papeete est dynamité dans la nuit suivante. Quelques jours plus tard, une quinzaine de militants indépendantistes sont arrêtés, parmi eux Charlie Ching, un leader indépendantiste célèbre et l'animateur du mouvement indépendantiste « Te taata tahiti tiana » (le tahitien libre).

Ils ne nient pas pour la plupart, présentant cette action dans un cadre politique de la lutte contre le colonialisme français. Les Polynésiens ne cessent en effet depuis de nombreuses années de protester contre l'utilisation qui est faite de leurs îles pour les expérimentations nucléaires. Le nombre de cancer en Polynésie a sensiblement augmenté ces dernières années. 25 polynésiens sont, par exemple, actuellement soignés en Nouvelle Zélande pour des cancers dus aux

explosions.

Pour cet attentat, ils risquent au maximum quelques années de prison. Certains d'entre eux seront d'ailleurs condamnés en janvier et février 1978 à des peines allant de deux à trois ans et demi de prison pour vol et recel d'explosifs.

Deux ou trois ans, ce n'est certainement pas assez pour la tranquillité des colonialistes. L'État français veut se débarrasser définitivement de Charlie Ching et, des plus actifs de ces « gèneurs ».

Le 26 août, deux semaines après l'attentat, un homme est assassiné. C'est le PDG d'une filiale de la société internationale « Air liquide ». Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'affaire n'est pas claire. La famille de la victime qui dormait dans la pièce d'à côté n'entend rien. Les douilles de pistolets retrouvées semblent avoir été déposées intentionnellement. De plus, on murmure que dans les milieux politiques et patronaux de l'île, tout le monde n'est pas mécontent de cette mort. Mais cela ne fait rien et l'affaire est trop belle. A côté du cadavre on a retrouvé une pancarte où est inscrit « Nous ne voulons plus de Français chez nous » et signée « Te toto

tupuna » (le sang de nos ancêtres). Ce sont donc les indépendantistes qui ont fait le coup, ce sont donc les mêmes que ceux qui ont fait sauter la poste, c'est donc C. Ching et ses camarades. Logique, non ?

Cette mise en scène va donc permettre de faire comparaître C. Ching et six autres indépendantistes devant la juridiction ultra colonialiste qu'est la Cour criminelle. Le code d'instruction date de 1917... Et cette fois, ils ne vont pas être accusés d'attentat, cela, ils le reconnaissent, mais de meurtre et cela ils le nient catégoriquement.

En mai dernier, déjà, le procès est reporté sous la pression des avocats. Toute l'instruction est irrégulière et plusieurs mouvements de soutien sont constitués.

Mais cette fois-ci, les verdicts sont tombés. Vingt ans de travaux forcés pour Tauriira Viriamu et Roland Tefana ainsi que pour Marcel et Jonas Tahutini. 10 ans de réclusion criminelle pour Charlie Ching, cinq ans pour Prosper Faana et Guy Taero.

C'est une machination policière a déclaré C. Ching. Un défenseur a, pour sa part, dit que ce procès était celui du colonialisme. Qui pourrait prétendre le contraire...

Serge FOREST

Meeting de l'eurodroite à Lyon

# Les fascistes s'organisent, organisons-nous contre eux

(Suite de la page 1)

Seule, une mobilisation large, unitaire, de masse pourra faire reculer ce danger. Les fascistes s'organisent, organisons-nous contre eux !

En effet, les meetings d'Aix-en-Provence et de Lyon s'inscrivent dans l'édification d'un mouvement européen fasciste.

Fin 1968 et novembre 1969, des anciens de l'OAS et du MSI se retrouvent à Rome. En 1972, à Munich, en août 1976, fascistes italiens, français, espagnols et américains signent un accord à Londres.

Le 27 juin 1978 un meeting de l'eurodroite regroupant, encore Fuerza Nueva, MSI et PFN, se tient à Paris à la Mutualité. En riposte des centaines, des milliers de personnes à l'appel de très nombreuses organisations syndicales et politiques défilent. Même chose le 10 novembre 1978, 5 000 personnes manifestent à Marseille contre la tenue d'un meeting de l'eurodroite,

autorisé par le préfet passant au-delà de l'avis du maire de Marseille.

Cette organisation des fascistes est à considérer avec d'autant plus de sérieux que le gouvernement français la soutient. Car quel nom donné à l'accord préfectoral pour le meeting de Marseille et de Lyon, sinon de soutien ?

De même comment qualifier l'impunité dont jouit toujours Darquier Pellepoix, sinistrement célèbre, et la grâce que Pompidou a accordé le 5 juin 1972 à Touvier, ancien chef de la milice à Lyon ? Et Giscard qui a fleuri la tombe de Pétain le 11 novembre 1978 ?

Les nostalgiques des camps de concentration, du Caudillo Franco entretiennent des liens particulièrement serrés avec le gouvernement et les membres des partis du pouvoir.

Le Parti des Forces nouvelles, créé en 1974, ne présente pas de candidats aux cantonales de 1976 et appelle à voter RPR !

Jean Bruno de la Salle du

Parti du Jean-Louis Tixier-Vignancourt (PFN) est nommé conseiller de Paris par Chirac dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. Les exemples de la complicité entre hommes du pouvoir et nazillons sont légions ! Le gouvernement verrait, ma foi, d'un très bon œil, le renforcement des forces d'extrême droite pour écraser la colère des travailleurs contre la crise du capitalisme, contre les plans d'austérité.

N.V.

USINOR-DENAIN : PASSER A L'OFFENSIVE ! (2)

Les mesures pour le Nord :

# « On se moque de nous »

« Ils veulent amuser la galerie », c'est ainsi que ceux d'Usinor-Denain jugeaient la tragi-comédie de « La création-de-nouveaux-emplois-dans-le-Nord » joués par la troupe gouvernementale de Giscard-Barre. Il faut dire que tous les artifices de la mise en scène ont été utilisés : 6 décembre, la conférence nationale d'aménagement du territoire se tient à Vichy. Le délégué Chadeau y annonce 5 000 emplois nouveaux dans le Nord-Pas de Calais avant juin 1979. L'UDF du Nord s'empresse de gonfler le baudruche, mais malheureusement, dès le lendemain, la DATAR publie un communiqué pour démentir l'information.

Néanmoins, Giscard est venu à Vichy parler de la France « juste, forte, mais aussi douce » et il annonce avec superbe que « d'importants projets industriels » seront rendus publics dès le mois suivant. Quatre jours plus tard, la société Chiers-Châtillon annonce 420 licenciements à la Chiers à Anzin (près de Valenciennes). Le lendemain, Etchegaray annonce 5 000 licenciements à Denain et 550 à Trith.

Le 15 décembre, Mauroy entre en scène pour demander à Giscard un « plan d'urgence » pour la région. Quatre jours plus tard, au Sénat, Barre prend la pose... et confirme : on va faire quelque chose pour le Hainaut-Cambrésis !! Giscard invite Mauroy qui est reçu amicalement le 8 janvier à l'Élysée.

On ne sait toujours rien des emplois, mais Giscard a demandé à Barre de lui présenter son « programme d'action » au Conseil des ministres du 17. Le 15 janvier Barre, entouré de Segard et Legendre, deux rescapés du Waterloo électoral de la droite dans le Nord aux dernières législatives, annonce que ça va venir. Le lendemain il donne enfin la couleur : la montagne accouchait d'une souris.

CE QUI A ÉTÉ ANNONCÉ

Le gouvernement a annoncé la création de 6 800 emplois pour le Nord, région comptant 140 000 chômeurs ! Ce chiffre comprend 3 626 emplois pour le Valenciennois-Cambrésis qui se répartissent comme suit :

1) Des extensions : les peintures Corone (deux usines dans le Valenciennois, 157 emplois supplémentaires) - Dangres-Starnord (entreprise de cycles de Valen-

ciennes où 74 emplois doivent être créés) - Outinord (entreprise de coffrage métallique de Saint-Amand-les-Eaux près de Valenciennes : 55 emplois en plus) - 50 emplois de plus à la Sofanor à Quiévrechain, 50 également à la bouchonnerie de Somain et à la société Duvant de Saultain - 40 nouveaux emplois enfin chez Bera, entreprises de linge de table et de maison à Haspres-et-Noyelles.

2) Des implantations nouvelles : Biderman à Cambrai (300 emplois) - Sovati (pièces pour automobiles) création de deux usines à Hordain et Saint-Saulve (250 emplois), Erad (petites automobiles sans permis), implantation à Aniche (150 emplois). Enfin, le gros morceau, si on peut dire, c'est la promesse de l'implantation de Peugeot-Citroën dans le Valenciennois.

PROMESSES ET PARI

Trois remarques :

D'abord, sur les 3 626 emplois du Valenciennois-Cambrésis, 3 150 sont de simples promesses de création de nouvelles usines. Les patrons de ces entreprises ont simplement donné leur parole qu'il en sera ainsi !! De plus, ces promesses sont étendues jusqu'en 1981 et même 1984 pour l'usine de boîtes de vitesse de Peugeot.

Deuxième remarque : certains de ces emplois promis paraissent bien improbables, par exemple à Outinord (Saint-Amand) où l'horaire avait déjà été ramené de 44 heures à 40 heures, entraînant une diminution de salaire de 11 %. De plus, à la fin décembre, il était question d'une liste de licenciements en préparation.

Troisième remarque : ce plan mise sur la solidité é-

conomique du secteur automobile, ce qui, pour le moins, est un pari sur la comète. D'ailleurs, voyons les faits : dans les deux usines Chrysler du Nord, occupant 4 500 personnes dans le Valenciennois, les travailleurs ont chômé du 24 décembre au 2 janvier, et à l'usine de La Rochelle, il vient d'y avoir 250 licenciements !! « A trop vouloir demander à l'automobile, on risque de la mettre en péril » vient de titrer le journal *Les Echos*, porte-parole des intérêts du patronat. Lorsque ses profits l'exigeront, celui-ci sans l'ombre d'une hésitation, engagera la reconstruction de l'automobile sur le dos des travailleurs, ce n'est certes pas pour rien qu'un chroniqueur économique lance : « Une crise dans ce secteur prendrait des allures de catastrophe ».

DÉRISOIRES !

Ces 3 626 emplois, même s'ils devaient être effectivement créés, combleraient à peine les disparitions d'emplois industriels qu'a connus le Valenciennois de 1968 à 1975 : 3 500 ! Et nous ne parlons que des emplois industriels, car au total pour ces sept années précédant la crise de la sidérurgie, 6 450 emplois ont été supprimés dans le Valenciennois.

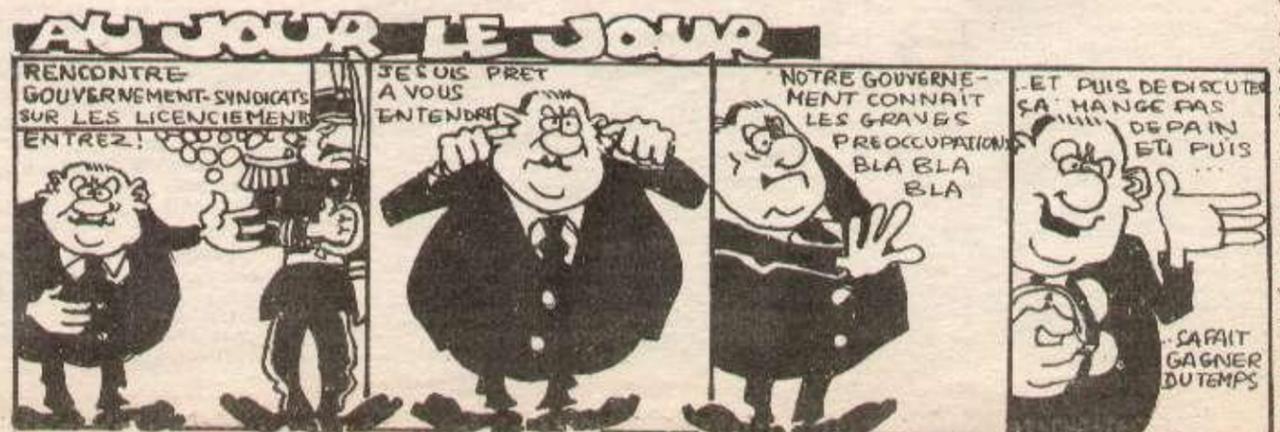
Bref, les mesures annoncées par Barre sont bien dérisoires, sans compter que les licenciements à Usinor, plus les emplois induits supprimés, opéreront une saignée de 26 000 emplois.

Au total, que pèsent ces 6 800 emplois pour une région qui compte 140 000 chômeurs et qui a perdu l'an dernier près de 10 000 emplois dans le seul textile ? Non, décidément, les travailleurs du Nord et notamment les sidérurgistes, ont bien raison de dire : « On se moque de nous ! » Aussi c'est avec colère qu'à l'annonce de ces mesures, ils ont investi les grands bureaux d'Usinor à Denain jetant les dossiers par les fenêtres.

De fait, ce jour du 16 janvier marquait l'effondrement des tenaces dernières illusions. Désormais, pour chacun, il n'y avait plus qu'un seul chemin : la lutte. C'en était fini, semble-t-il de la période des « protestations », une sorte de tournant venait de se produire.

(à suivre : demain : « Pas d'union sacrée »)

Rémi DAINVILLE



# L'hebdomadaire de la CFDT condamne l'agression vietnamienne au Cambodge

**S**OUS le titre « Pour défendre l'héritage de l'Oncle Hô », le dernier numéro de l'hebdomadaire de la CFDT (*Syndicalisme hebdo*) publie un article que nous reproduisons ci-dessous. Tout en faisant état de désaccords avec certaines pratiques du régime du Kampuchea mis en place en 1975, il conclut fort justement que quoiqu'on pense à ce sujet, il faut condamner l'agression vietnamienne.

Le 7 janvier, lorsque les troupes vietnamiennes sont entrées dans Phnom Penh pour aider à renverser le régime de Pol Pot, notre sang n'a fait qu'un tour.

Comment les enfants de l'Oncle Hô en sont-ils arrivés là ? C'est-à-dire, comment, en passant la frontière qui sépare leur pays du Cambodge, les Vietnamiens se sont-ils ingérés dans les affaires d'un autre Etat ? L'un des principes défendus par le peuple vietnamien durant trente années de guerre de libération à toujours été celui de la non-ingérence des troupes étrangères dans la péninsule indochinoise.

S'il est vrai que le régime du Kampuchea, mis en place en 1975, n'avait de démocratique que le nom, s'il est vrai qu'il avait vidé la capitale cambodgienne par des moyens forts discutables, s'il est vrai qu'il a réprimé, embrigadé les populations et notamment les adolescents qui se sont mis à pourchasser ceux-là mêmes qui avaient combattu l'envahisseur américain, rien ne justifie l'intervention de l'armée vietnamienne au Cambodge.

En effet, il n'appartient pas au Vietnam de se mettre au service d'un des « grands », lui qui a jeté dehors le tigre de papier américain.

Les différends entre la Chine et l'URSS ne peuvent pas se régler par Vietnam interposé, même s'il s'agit de mettre à bas un gouvernement longtemps soutenu par la Chine, en utilisant des soldats équipés et aidés par l'Union soviétique.

Pourquoi le Vietnam, qui a tellement dénoncé le jeu des superpuissances, est-il tombé dans leur piège ? Adhérant au Comecon (Communauté économique des pays de l'Est), marchant dans l'ombre du grand frère soviétique, pourquoi le Vietnam, aujourd'hui réunifié, veut-il rompre une paix à laquelle son peuple a rêvé durant plus de trois décennies ?

Dans l'Asie en pleine effervescence, un Vietnam socialiste, indépendant, non-aligné, serait d'un tout autre poids pour l'avenir du continent asiatique et du monde tout entier.

Cela dit, il ne faut pas oublier de rappeler les responsabilités que n'ont assumées, ni les Français, ni les Américains, vis-à-vis de l'Indochine.

Les dettes qui n'ont pas été payées ont lourdement compté dans un Vietnam détruit, déchiré, et dont les terres ont été rendu stériles par les défoliants pour des dizaines d'années.

La bataille du riz n'a pas été gagnée, faute d'avoir vu remplis les engagements internationaux. Par ailleurs, des calamités naturelles comme les inondations se sont abattues sur ce pays en pleine phase de reconstruction et de réunification.

Il n'a pas été facile d'assumer harmonieusement la réunification du Sud où la société traditionnelle vietnamienne a été bouleversée par les Américains qui y ont laissé leur coca-cola, leurs bordes, leurs enfants métisés, avec un Nord aguerri.

Pourtant, nous ne pouvons passer sous silence le spectacle des réfugiés se bousculant sur des bateaux pour quitter ce pays, sans réagir sur les droits de l'homme.

Nous ne pouvons non plus citer en exemple le combat du peuple vietnamien contre l'impérialisme s'il se met à présent à jouer lui aussi aux gendarmes internationaux.

C'est au prix de la non-ingérence et du respect des droits de l'homme et de la femme que l'on évalue une révolution. Celle du Vietnam ne peut être complète que si elle est assumée dans toute sa cohérence.

Pour la CFDT, il y a dans ce domaine des limites et des frontières à ne pas franchir. En ce sens, l'armée vietnamienne doit laisser le peuple cambodgien libre de ses décisions.



A la tribune du meeting

## Succès à Paris du meeting de soutien à la lutte du peuple du Kampuchea

**L**A petite salle de la Mutualité était archi-comble vendredi soir pour soutenir la lutte du peuple du Kampuchea contre les agresseurs vietnamiens. A la fin de ce meeting organisé par le comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France, une motion a été adoptée dans un tonnerre d'applaudissements condamnant l'agression soviéto-vietnamienne. Une intervention commune a été présentée au nom du PCML, PCRML, OCFml. Un très grand nombre de messages de soutien émanant d'organisations de très nombreux pays furent également présentés à la tribune. L'intervention centrale faite par le président du comité des patriotes fut interrompue à de très nombreuses reprises par les applaudissements de la salle. Comment ne pas se réjouir en effet en apprenant que les troupes d'agression sont sur la défensive et que l'armée révolutionnaire encercle la capitale du Kampuchea ! Voici quelques passages de cette intervention centrale où il fut souligné que le Vietnam n'était que

le Cuba de l'Asie, au service des ambitions d'hégémonie mondiale du Kremlin.

Pourquoi l'ennemi vietnamien agresse-t-il et envahit-il le Kampuchea ?

La première raison de l'agression vietnamienne est que, depuis sa victoire de fin avril 1975, le Vietnam s'enfoncé chaque jour dans le gouffre d'une ruine économique et financière sans aucune possibilité de redressement et une faillite presque totale dans le domaine agricole et industriel. La famine frappe des millions de Vietnamiens, cause des milliers de morts, provoque un exode quotidien de centaines de milliers de personnes. L'administration vietnamienne est de plus en plus corrompue. Pour faire face à cette situation catastrophique, l'ennemi vietnamien envahit le territoire du Kampuchea dans le but de piller le riz, le bétail, les volailles, et les biens du peuple du Kampuchea et détruire les cultures, les villages, les villes, les coopératives des paysans (...)

(...) Cette stratégie attaque-éclair et victoire-éclair

rappelle étrangement l'agression et l'invasion des forces armées hitlériennes contre des pays européens pendant la Seconde Guerre mondiale et aussi l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 par l'Union soviétique et le Pacte de Varsovie sans la Roumanie. (...)

(...) Sur les plans politique et diplomatique, l'agression et l'invasion du Vietnam contre le Kampuchea démocratique est une violation flagrante de la Charte des Nations unies et les principes de coexistence pacifique du non-alignement et constituent une menace extrêmement grave pour la paix, la sécurité et la stabilité de l'humanité tout entière. (...)

(...) Les troupes vietnamiennes battent en retraite, sont retranchées dans quelques chefs-lieux, sont soumises à un harcèlement continu par l'armée révolutionnaire du Kampuchea et le peuple du Kampuchea (...)

(...) Les troupes vietnamiennes se montrent extrêmement barbares, pillent les GT et les soldats fantoches de Thieu Ky, sèment la dévastation, pillent tout :

aussi bien le riz, le bétail, les biens de la nation et du peuple, les objets d'art, les reliques constituant le patrimoine culturel de la nation et du peuple du Kampuchea et de l'humanité tout entière. Pendant les dix derniers jours de combat, l'armée révolutionnaire, le peuple du Kampuchea ont infligé de lourdes pertes aux troupes vietnamiennes. Plus de 10 000 soldats vietnamiens hors de combat, plus de 600 blindés détruits ou endommagés. Beaucoup d'armement de l'ennemi saisi (...)

Voici quelques unes de ces organisations : l'AGEG (Gabon), le MOPASIZ (Zaïre), le GDN (Guinée), l'ASEC (Comores), l'UNEK (Kameroun), l'UNECA (Centre-Afrique), l'UEIF-CISNU (Iran), l'Union populaire de Turquie à Paris, et l'organisation anti-fasciste et anti-impérialiste de Grèce. Plusieurs associations d'amitié d'autres pays avec le Kampuchea démocratique. Il y eut aussi des messages venant d'une trentaine de partis ou d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme.

### CAMBODGE

## La population participe aux combats contre les envahisseurs vietnamiens

**Q**UELLES viennent de la radio du Kampuchea démocratique et des experts militaires étrangers en poste en Thaïlande, les informations sur la situation au Cambodge concordent : l'armée vietnamienne fait face à des difficultés croissantes sur le plan militaire, du ravitaillement et de l'attitude de la population cambodgienne aux envahisseurs vietnamiens et à leurs kollabos.

Un fait très important est en train de se généraliser au Cambodge : la participation de la population aux combats, aux côtés des

forces armées patriotiques, contre l'envahisseur. Par exemple, le 25 janvier, à l'ouest de Phnom Penh, les habitants, aidés par l'armée,

ont porté de rudes coups aux soldats vietnamiens qui voulaient leur voler leur riz. La même chose s'est passée sur le front de Kompong Speu : là aussi, l'armée vietnamienne tentait de s'emparer du riz des paysans. Ce comportement de pillards est typique d'une armée d'agression et il ne peut qu'engendrer la résistance du peuple.

Selon le *New York Times* les forces d'invasion vietnamiennes souffrent d'une très sérieuse pénurie de nourriture car elles n'ont trouvé

que peu de stocks de riz, au cours de leur avance. Ce qui s'explique par le fait que l'armée du gouvernement légitime dirigé par Pol Pot a organisé des caches de riz et d'armes en prévision d'une guerre de guérilla et n'en a laissé que peu sur place.

Selon les experts étrangers, plusieurs unités cambodgiennes — chacune de la taille d'une brigade (environ 1 000 hommes) — qui s'étaient trouvées encerclées par l'armée vietnamienne à l'est du pays au début de l'offensive éclair ont brisé

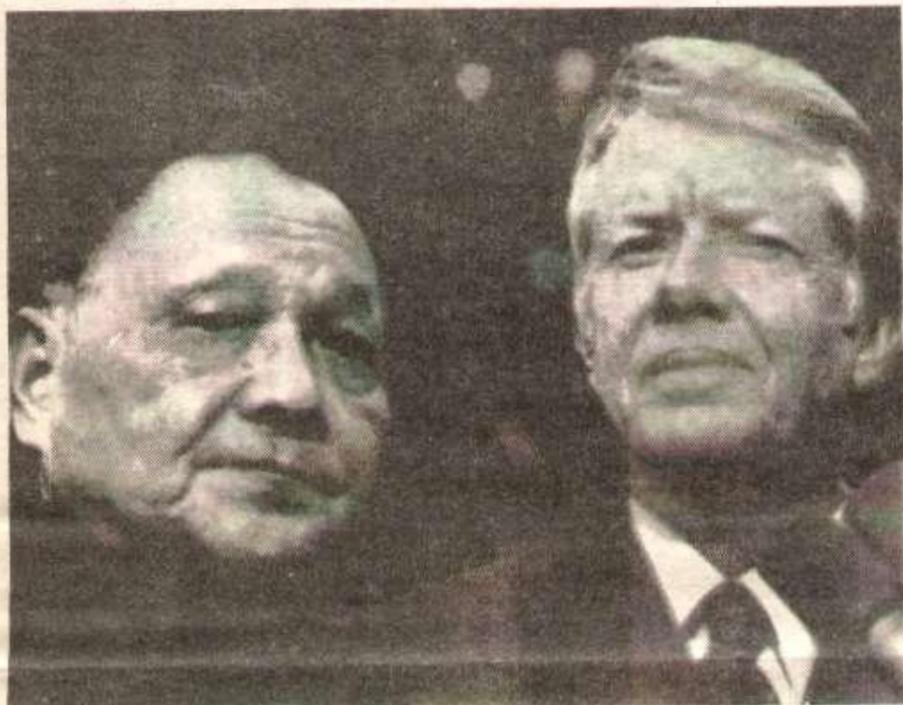
leur encerclement et sont passées à la contre-offensive.

Toujours selon le *New York Times*, deux grands états-majors cambodgien fonctionnent et entretiennent des liaisons-radios avec les unités militaires. Pol Pot et Kieu Samphan sont toujours au Cambodge et dirigent activement la résistance depuis un 3e état-major.

Enfin, on apprend que le premier ministre thaïlandais a autorisé tout dirigeant du Kampuchea démocratique à passer par son pays pour aller n'importe où.

Communiqué commun Chine - USA

## Une contribution à la paix, la stabilité et la sécurité dans le monde



**L**ES deux dirigeants, le vice-premier ministre Deng Xiaoping pour la Chine et le président Carter pour les USA, ont passé la plus grande partie du temps de leur entretien à examiner la situation internationale, fort préoccupante, du fait des menaces « venant du Nord », de plus en plus précises et auxquelles n'échappe aucun coin du monde.

C'est dans ce contexte que le principe antihégémonique du communiqué de Shanghai signé il y a sept ans, a été réaffirmé encore lors de la visite de Deng Xiaoping. C'est sur cette base que les entretiens ont pu se dérouler sans peine. Chine et États Unis ont des systèmes sociaux différents : la Chine est un pays socialiste, les États Unis un pays impérialiste, l'une des superpuissances. De ce fait, leurs idées, manières d'agir ne peuvent être identiques, y compris pour les problèmes relevant de la situation internationale. Mais cela ne saurait empêcher les deux côtés d'arriver à un accord et cela est une contribution à la paix, la stabilité et la sécurité du monde. Voici l'essentiel du communiqué commun :

Les entretiens étaient cordiaux, constructifs et fructueux. Les deux côtés ont fait le tour d'horizon de la situation internationale et ont été unanimes à estimer qu'ils ont des intérêts communs et des points de vue similaires dans beaucoup de domaines. Ils ont aussi discuté des domaines dans lesquels ils ont des vues différentes. Ils réaffirment qu'ils s'opposent aux efforts tentés par tout pays ou groupe de pays pour établir l'hégémonie ou la domination sur autrui et qu'ils sont déterminés à contribuer au maintien de la paix internationale, de la sécurité et de l'indépendance nationale. Les deux côtés estiment que la différence de leurs systèmes sociaux ne doit pas constituer un obstacle au renforcement de leurs relations amicales et de leur

coopération. Ils sont déterminés à œuvrer dans ce sens et ils ont la ferme conviction qu'une telle coopération est dans l'intérêt de leurs deux peuples ainsi que dans celui de la paix et de la stabilité dans le monde en général et dans la région de l'Asie-Pacifique en particulier.

Respectivement au nom des gouvernements de la République populaire de Chine et des États-Unis d'Amérique, le vice-premier ministre Deng Xiaoping et le président Carter ont signé un accord sur la coopération dans la science et la technologie et un accord culturel. Le vice-premier ministre Fang Yi et le conseiller du président pour les sciences et la technologie Frank Press ont signé et échangé les lettres concernant l'entente sur la coopération entre les deux pays dans

l'éducation, l'agriculture et l'espace. Le vice-premier ministre Fang Yi et le secrétaire à l'énergie James Schlesinger ont signé un accord sur la coopération entre les deux pays dans le domaine de la physique des hautes énergies, et le ministre des Affaires étrangères Huang Hua et le secrétaire d'État Cyrus Vance ont signé un accord sur l'établissement de relations consulaires et sur l'ouverture de consulats généraux dans chacun des deux pays.

Les deux parties sont convenues de s'accorder mutuellement des facilités pour l'échange de correspondances permanents dans chacun des deux pays.

Les deux parties sont d'accord pour conclure des accords sur le commerce, l'aviation et les transports maritimes, lesquels seront discutés au cours des visites en République populaire de Chine du secrétaire au Trésor Michael Blumenthal et du secrétaire au Commerce, Juanita Kreps.

Au nom du gouvernement chinois et du premier ministre Hua Guofeng, le vice-ministre Deng Xiaoping a invité le président Carter à visiter la Chine à une date qui lui convienne. Le président Carter a accepté cette invitation. Le président Carter a fait une invitation au premier ministre Hua Guofeng à visiter les États-Unis. Le vice-premier ministre Deng Xiaoping a accepté cette invitation au nom du premier ministre Hua Guofeng. Les dates précises de ces visites des plus hauts dirigeants des deux pays seront discutées et décidées plus tard.

Le rôle fondamental de la police

## Défendre le système capitaliste

**U**NE idée courageusement répandue au sujet de la police est qu'il y a de bons et de mauvais policiers. Les bons seraient ceux qui font la circulation, qui s'occupent des affaires criminelles, qui font appliquer la loi, etc. Les mauvais seraient ceux qui répriment les travailleurs en lutte comme les CRS ou les gendarmes mobiles.

Il est vrai que la police est divisée en plusieurs secteurs ayant à leur tête chacun une direction : il s'agit principalement de la police judiciaire, de la sécurité publique, des renseignements généraux et de la surveillance du territoire. Cette division n'est en fait qu'une simple division du travail imposée par les multiples tâches de la protection ou du maintien de l'ordre. Ce n'est qu'une division qu'on peut appeler technique. Elle n'empêche pas d'ailleurs que dans la police existe une très forte concentration du pouvoir, tout comme dans l'armée. Le ministre de l'intérieur à la haute main sur toute la police. Il a immédiatement sous ses ordres la « direction générale de la police nationale ». La police est donc un corps hautement centralisé et entièrement dirigé, contrôlé par la bourgeoisie.

La division du travail est un aspect secondaire des choses. Tous les secteurs de la police quels qu'ils soient, au delà de cette division, ont pour tâche fondamentale, la répression et la protection des intérêts de la classe au pouvoir. Cela est moins évident en temps de paix sociale qu'en temps de crise politique ou en période révolutionnaire. Mais même en temps de développement pacifique de la lutte de classes, il n'est pas rare de voir les « bons policiers » intervenir contre les travailleurs. L'exemple de Thionville en est la dernière manifestation. La répression des travailleurs en lutte, au mouvement de masse est d'ailleurs définie comme l'une des tâches de tous les secteurs de la police :

c'est ce que nous allons examiner rapidement.

### LA SURETÉ URBAINE

Elle comprend la police urbaine et les CRS.

— La police urbaine :

C'est la police des commissariats de ville ou de quartier. Elle compte environ 65 000 hommes dont 25 000 à Paris. Dispersée dans près de 500 commissariats, elle quadrille tout le pays. Elle est chargée de la surveillance et du contrôle de la population. Parmi ses tâches, il y a la circulation (y compris l'intervention en cas d'accident), la faction devant les édifices publics, la protection des personnalités. Mais il y a aussi la participation et la surveillance à la lutte contre les attroupements ou manifestations. C'est la police urbaine qui, avec les renseignements généraux, est intervenue à Thionville. C'est la police qui chasse aussi les jeunes, les immigrés, c'est la police des bavures, etc. Elle a donc un rôle répressif quotidien et participe aussi, quand cela est nécessaire, à la répression des luttes ouvrières.

— Les CRS :

Leur rôle est très connu : c'est la répression des manifestations, occupation d'usines. Elles sont actuellement touchées par des réformes visant à les mettre directement sous l'autorité des préfets en ce qui concerne la décision de les faire intervenir et de limiter celle des autorités civiles. Ce corps est fortement équipé : fusils mitrailleurs, mousquetons, pistolets mitrailleurs. Quand les circonstances l'exigent, elles peuvent recevoir des équipements lourds (automitrailleuses par exemple) comme ce fut le cas pendant la guerre d'Algérie. Leur effectif est de 20 000 hommes.

— La police judiciaire :

Elle compte 14 000 hommes. C'est un auxiliaire de la justice. Elle constate les infractions à la loi, en rassemble les preuves et en recherche les auteurs. Pour ce travail, elle relève des procureurs ou du juge d'ins-

truction. De par son rôle, cette police est amenée à agir contre des manifestations, des organisations politiques ou leurs adhérents. Des procédures comme la mise en accusation devant la Cour de sûreté de l'État, des lois telles que la loi anticasseur, etc. sont directement dirigées contre le mouvement populaire.

— Les renseignements généraux :

Ils sont chargés de recueillir sur les organisations politiques ou syndicales principalement et ceci au moyen des filatures, de la présence aux réunions publiques et manifestations, des écoutes téléphoniques, de l'ouverture du courrier, de l'infiltration, de l'épluchage de la presse et tract, etc. D'autres tâches leur incombent d'ordre économique et social. Leur effectif n'est certainement pas loin de 10 000.

— La direction de la surveillance du territoire :

Officiellement, son rôle est de rechercher et neutraliser les activités secrètes de l'étranger en France et dans les DOM-TOM. En réalité, l'une des préoccupations principales de la DST est la lutte contre les organisations révolutionnaires, voire démocratiques. Parmi ses activités habituellement très secrètes, certaines ont été largement connues. D'après les journalistes du *Canard enchaîné*, c'est la DST qui aurait posé les fameux micros. En Mai 1968, elle s'appretait à mettre sur pied l'opération « stade » (emprisonnement massif des adhérents des partis, syndicats ou des éléments actifs dans les stades).

Toute la police concourt donc à la répression antipopulaire que ce soit dans ses aspects les plus quotidiens ou jusques à la préparation à la répression de masse contre-révolutionnaire. En cas de crise grave, il est d'ailleurs prévu que la police passe sous l'autorité de l'armée. Ainsi, en cas de mouvement révolutionnaire, la police et l'armée feront face au peuple comme dernier rempart du pouvoir et du système capitaliste.

Henri MAZEREAU



Répression policière dans une manifestation anti-fasciste. Le véritable rôle de la police.

Vie syndicale

# La CGT de l'arsenal de Cherbourg autocritique son bilan

**L**ENTEMENT et de façon inégale souvent, les militants de la CGT essaient de faire passer dans leurs rangs la ligne du 40e congrès. La préparation du congrès n'avait pas permis à toutes les sections ni à tous les syndicats de faire le bilan précis de leurs activités.

Les comptes-rendus du congrès sont l'occasion de continuer la réflexion des militants. Là encore, bien des difficultés et des inégalités demeurent ; en témoignent cet appel *« Antoinette de janvier »* (journal CGT pour les femmes) qui demande : *« Ce n'est pas en quelques lignes que nous prétendons vous rendre compte des travaux du 40e congrès de la CGT, considéré comme un événement. Cela revient avant tout à votre syndicat d'entreprise. S'il ne l'a pas encore fait exigez-le... »*

Mais de même que certaines réunions préparatoires, comme la tribune, ont pu être très riches, les réunions de lancement de l'activité sur la ligne du congrès peuvent l'être aussi, quand elles ont lieu. Ce fut le cas, par exemple, de l'assemblée générale du syndicat de l'arsenal de Cherbourg qui s'est tenue le 22 janvier et qui préparait le congrès départemental CGT de la Manche.

Le syndicat CGT de l'arsenal de Cherbourg est confronté à une situation assez générale dans la CGT depuis les élections de mars 1978, c'est-à-dire, une réelle perte d'influence aux élections professionnelles. Aux arsenaux de Cherbourg, c'est la CFDT qui est maintenant le premier syndicat. Situation qui n'est pas sans préoccuper tous les militants. C'est pourquoi cette assemblée générale s'est tenue sous le signe de la réflexion et de l'autocritique. Auto-critique, en particulier,

sur la ligne qui a soumis le programme propre de la CGT à la défense du Programme commun.

Il est particulièrement intéressant que le secrétaire général du syndicat, Roger Lebreton, en faisant la constatation que pour beaucoup de travailleurs, le programme CGT et le Programme commun, c'était pareil, ait pu ajouter : *« Il y a là un amalgame dont nous portons la responsabilité »*

Ainsi, contrairement à Séguy, qui avait déclaré en lançant le débat du congrès que c'étaient les travailleurs qui, malgré les mises en garde de la CGT, avaient abandonné la lutte de classe pour le soutien électoraliste au Programme commun, il y a, chez les militants, un souci honnête et sincère de chercher les vraies responsabilités.

C'est la même démarche qui se retrouve dans le bilan de la grève de juin 1978 et de son échec : *« Nous serions tentés de dire que nous sommes parmi ceux qui ont le plus gagné et le moins participé... A Cherbourg, nous n'avons pas été en mesure de porter la lutte au niveau atteint ailleurs... Le peu de confiance dans l'issue de la lutte a joué un grand rôle et la défection depuis des années d'un nombre non négligeable de travailleurs vis-à-vis de luttes de travailleurs de l'Etat a lourdement pesé en juin. »* Le secrétaire conclut par la nécessité de reprendre l'activité syndicale à la base, en se préoccupant plus des



Arsenal de Cherbourg en juin dernier

revendications des travailleurs et de la démocratie.

Tous les problèmes ne sont pas abordés, on le voit, et encore moins réglés. Mais la démarche est réelle et encourageante, pour peu que les méthodes des directions changent dans la CGT et que les militants

se sentent motivés pour réfléchir par eux-mêmes et donner leur point de vue.

Et chaque fois que le débat s'engage, le point de vue de classe, les vraies questions peuvent apparaître. C'est, aujourd'hui, le plus important.

Claire MASSON

## Courrier des lecteurs

**L**ECTEUR habituel de votre journal qui me permet notamment d'être informé en détail sur les difficultés et les luttes que mène le monde du travail — passées pratiquement sous silence par les mass-média bourgeoises — j'ai été très intéressé par vos articles concernant le voyage de monsieur le Pape Jean-Paul II en Amérique du Sud. Si vous le pouvez, j'aimerais que votre journal reproduise l'article ci-dessous intitulé :

De Jacques à Jean-Paul II « rien de changé pour les exploités »

Il y a près de deux mille ans, un nommé Jacques rapportant les prétendus « textes sacrés », devant la colère des travailleurs de l'époque, tenait à peu près le même langage que le sieur Jean Paul II. Voici comment il s'exprimait (Jacques).

*« A vous maintenant, les riches ! Pleurez à grands cris sur les misères prêtes à fondre sur vous. Votre richesse est pourrie et vos vêtements sont rongés de mites. Votre or et votre argent se rouillent, et leur rouille rendra témoignage contre vous : elle dévorera vos chairs comme le feu. Vous avez thésaurisé dans les derniers jours. Voici que crie le salaire dont vous avez frustré les travailleurs qui ont moissonné vos champs et les cris des moissonneurs sont parvenus aux oreilles du Seigneur des armées. Vous*

avez rassasié vos cœurs au jour de l'égorgement ! Vous avez condamné, vous avez mis à mort le juste. Il ne vous résiste pas ».

Vous allez penser que ça y est, que ce brave « inspiré » aux accents révolutionnaires va fondre sur ceux qui sont responsables de la misère et de la pauvreté dans lesquelles vivent les exploités de l'époque. Non ! Détrompez-vous. Il ne peut pas même s'il maudit les riches dont l'Église accepte l'argent sous la « soutane », son seigneur, qui a choisi un riche maître, possédant des esclaves — Abraham — comme représentant de la multitude sur la terre, l'inspire au dernier moment et lui fait prononcer les paroles qui suivent : *« Prenez donc patience, mes frères, jusqu'à l'avènement du Seigneur... Prenez patience vous aussi, affermissez vos cœurs parce que l'avènement du Seigneur est proche (sic). Ne vous plaignez pas, frères, les uns des autres, afin de ne pas être jugés. Voici que le juge est à vos portes. »*

Donc ne nous étonnons pas de ce VRP de la drogue. De longs siècles de pontificat de ses prédécesseurs lui ont montré le langage à tenir devant des exploités qui ne savent pas que pour sortir d'une situation difficile il faut compter sur ses propres forces et ne rien attendre de ces marchands d'opium de la raison.

Un lecteur

## Avec le Parti

Nous reproduisons ici une lettre ouverte adressée par des militants de notre Parti aux militants du PCF. Elle nous semble significative par ses bonnes qualités tant de contenu que de forme.

### LETTE OUVERTE aux militants du PCF sur la situation au Kampuchea

Nous, PCML, condamnons l'intervention vietnamienne au Kampuchea (Cambodge). Les arguments que nous pouvons avancer, ne vous intéressent peut-être pas, c'est pourquoi nous les mettons au verso de cette page. Ce qui vous intéressera certainement, c'est la position officielle de pays considérés par vous mêmes comme étant des pays socialistes, sur cette question.

Demande le retrait des troupes vietnamiennes. Condamne : *« L'ingérence dans les affaires d'un autre Etat »*.

ROUMANIE

Affirme que : *« Cela constitue un coup sévère pour le socialisme »*.

Dénonce l'invasion et demande le retrait des troupes de Hanoï. Révèle que depuis longtemps Hanoï l'avait informé : *« qu'aucune négociation n'aurait lieu avec le Kampuchea »* et, que le gouvernement du Kampuchea *« devait être liquidé »*.

YOUGO SLAVIE

Affirme que l'agression de Hanoï cause des *« dommages irréparables au socialisme et au mouvement des non-alignés »*.

Condamne l'agression et demande le retrait des troupes vietnamiennes. Déclare : *« Il s'agit d'une trahison contre la réalisation du socialisme »*

COREE DU NORD

Peut vous intéresser aussi le point de vue des pays voisins du Kampuchea et du Vietnam, les pays dits du Sud-Est asiatique :

Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

### PAYS DU SUD-EST ASIATIQUE

Demandent *« le retrait immédiat et total des troupes étrangères »*.

Peut vous intéresser le point de vue du seul pays européen qui, pendant la guerre impérialiste américaine, a soutenu officiellement la lutte du peuple vietnamien, qui accueillait les déserteurs américains et leur donnait logement et travail. Ce pays, c'est la Suède.

### SUEDE

La Suède, refuge des déserteurs américains, condamne l'agression et demande le retrait des troupes vietnamiennes.

Peut vous intéresser aussi ce qui s'est passé à l'ONU

Au conseil de sécurité, seuls l'URSS et la Tchécoslovaquie s'opposent à ce que Sihanouk prenne la parole. L'isolement de l'URSS et du Vietnam est total. L'URSS est contrainte de recourir au veto, pour éviter l'adoption de la plainte contre Hanoï.

ONU

Oui, il y a bel et bien agression vietnamienne au Cambodge, agression possible grâce à l'appui direct fourni par l'URSS. Et, comme le disent certains pays, considérés par vous-mêmes comme socialistes, cela remet en cause la paix dans le monde et porte un coup sévère au socialisme.

Vos dirigeants qui se disent les champions de l'indépendance nationale, en ce qui concerne la France, la refuseraient pour le Kampuchea (Cambodge). Ou alors, il n'y aurait d'indépendance nationale valable qu'alignée sur l'URSS. Une souveraineté limitée, comme pour la Tchécoslovaquie, dont Hanoï a approuvé l'occupation en 1968 !

Un pays, quelle que soit la nature de son régime, peut-il au nom de l'internationalisme, de l'anti-impérialisme, imposer par la force au peuple d'un autre pays, un gouvernement qui sans cette intervention étrangère, n'aurait pas été en mesure de parvenir au pouvoir ?

Un pays qui se dit socialiste, l'URSS, et qui attise les différends entre d'autres pays, qui arme un camp, puis l'autre (Erythrée), qui provoque et soutient des invasions (Cambodge), qui occupe militairement des pays théoriquement indépendants (Tchécoslovaquie), un pays comme ça est-il, au vu des faits un pays socialiste, ou n'est-il pas plutôt une puissance impérialiste qui menace la paix entre les peuples du monde ?

Après la Tchécoslovaquie en 1968, après le Cambodge en 1979, à qui le tour ? Posez-vous la question, car ça va continuer !

Camarades, quoi qu'il vous en coûte, vous savez que seule la vérité est révolutionnaire. Réfléchissez, venez discuter avec nous, prenez position, associez-vous à la campagne pour soutenir le peuple cambodgien, pour le départ des troupes vietnamiennes.

Défendez la paix dans le monde, défendez la cause du socialisme !

## Non au plan Aigrain

### 3 000 chercheurs dans la rue

**C'**EST pour s'opposer au projet Aigrain que 3 000 chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs ont manifesté jeudi 1er février, à Paris, à l'appel de leurs syndicats : SNTRS/CGT, SNCS/FEN, SGEN/CFDT et SNPCEN/FEN.

En effet, les mesures décidées par Aigrain (secrétaire d'Etat à la Recherche) et Saunier-Seïté (ministre aux Universités) représentent un grave danger pour le CNRS (\*), l'INSERM (\*\*), et aussi pour l'INRA (\*\*\*) et le CNT (\*\*\*\*) et donc pour leur personnel.

Aigrain projette de redécouper certaines sections du CNRS : les sections 05 et 06 (physique théorique et physique nucléaire), les sections des sciences de la vie, les sections des sciences humaines et littéraires.

Le projet Aigrain implique également le remplacement de l'actuel conseil d'administration du CNRS par un « haut comité », présidé par Alice Saunier-Seïté.

D'autre part, cette réforme des structures aura pour conséquence l'impossibilité de l'intégration des hors statuts, la diminution de création de postes et le blocage de l'avancement. Le but poursuivi par Aigrain et Saunier-Seïté est donc d'offrir une pénétration de plus en plus grande à la grosse industrie dans la recherche.

(\*) CNRS : centre national de la recherche scientifique  
(\*\*) INSERM : institut national de la santé et de la recherche médicale.

(\*\*\*) INRA : institut national de la recherche agronomique.  
(\*\*\*\*) CNET : centre national d'études des télécommunications.

## Tournon (Ardèche) Les ouvriers de Caravelair à l'offensive !

DEPUIS six mois, aucune augmentation de salaires n'est intervenue sur la paie des ouvriers de Caravelair, même pas un rattrapage du coût de la vie. Par contre, ce qui augmente ce sont bel et bien les cadences sur les chaînes et le travail à la production dans les autres ateliers ainsi que le nombre de lettres d'avertissement et la répression en tout genre. Aussi les conditions de travail sont de pire en pire : nombreux accidents de travail à la menuiserie et dans d'autres ateliers : doigts coupés, bras broyés, une sécurité avait été enlevée par le chef d'atelier sur une machine à plier les tôles, intoxications à l'atelier de peinture (voir HR No 990).

Le mécontentement et la colère grandissent chaque jour chez les travailleurs. A l'appel de la section CFDT, des réunions par ateliers ont eu lieu afin de discuter des revendications et elles ont été suivies par des débrayages largement majoritaires - 90 % des ouvriers.

L'action partit de la menuiserie, deux débrayages ont eu lieu et se sont étendus à l'atelier de préparation des tôles et maintenant ce sont les ouvriers des chaînes de montage qui passent à l'action.

Après une réunion avec les ouvriers des chaînes, il a été décidé après de nombreuses discussions, une série de débrayages. D'abord, de toutes les chaînes avec défilé dans l'usine, puis ensuite débrayage de toutes les premières moitiés de chaînes suivie après intervalle de l'autre moitié, ce qui ne fait perdre qu'une demi-heure de salaire à l'ouvrier et plus d'une heure de production au patron.

Les actions continuent et vont continuer à être discutées et généralisées à l'ensemble de l'usine.

C'est la section CFDT qui a été à l'initiative de la mobilisation alors que la CGT est divisée.

Les ouvriers adhérents CGT sont bien sûr dans la lutte ainsi qu'un délégué CGT des chaînes alors que les autres délégués CGT ont une attitude plutôt propre à amener démobilitation et division.

Alors que 90 % des ouvriers débrayent activement, certains de ces messieurs sont une fois de plus au travail.

Beaucoup de travailleurs de l'usine se posent alors la question : « sont-ils là pour défendre les intérêts des ouvriers ou bien défendent-ils les intérêts des patrons ? »

Nos principales revendications sont : réduction des cadences, 300 francs pour tous, révision des qualifications et suppression du coefficient 145 (qui est le plus bas), embauche des ouvriers intérimaires, 35 heures par semaine, 1% des heures travaillées pour informations syndicales.

Alors que la bourgeoisie intensifie surtout son offensive contre les travailleurs, les ouvriers de Caravelair ont le mérite de mener une lutte dans une usine qui « tourne » pour leurs justes revendications.

Ils montrent que la voie de la lutte est la seule solution pour répondre justement à la dure exploitation que nous subissons. Ils montrent aussi que l'épouvantail du chômage et de la crise

ne doit pas nous empêcher un seul instant de mener la lutte pour nos salaires et nos revendications. Seule la continuité de la lutte et seule la lutte unie de tous les travailleurs avec les ouvriers syndiqués CGT-CFDT et aussi les ouvriers non-syndiqués pourront faire éeđer le patron.

D'après le correspondant  
Caravelair-Tournon  
avec les travailleurs en grève.

## Bagnols-sur-Cèze (Gard)

CGT-CFDT  
contre  
SPRA et Cie

## Parodie de procès, le 26 janvier 1979

La SPRA et Cie, vous connaissez déjà. Après plus de deux ans de luttes syndicales dans cette entreprise PME « Français de bon sens », le vendredi 26 janvier avait lieu le procès en correctionnelle, en citation directe, de messieurs Rossi et Garro, respectivement patron et gérant de la SPRA et oncle et neveu.

Ce procès se situe dans une longue série d'actions juridiques où se trouvent impliquées la CGT et la CFDT.

Un bref historique (1) :  
- Licenciement irrégulier d'un jeune travailleur SPRA... payé par l'employeur.

- Licenciement d'un délégué du personnel CFDT, pour faute... refusé par l'Inspecteur du travail.

- Procès pour l'application de la convention collective à la SEM (en cours).

- Procès intenté par l'employeur contre la reconnaissance des délégués syndicaux (perdu par l'employeur)

- Licenciement des délégués du personnel CGT et CFDT pour motif économique... refusé par l'Inspecteur du travail.

- Appel de l'employeur sur la décision auprès du ministre du Travail.

- Refus du ministre du Travail de ces licenciements !!...

- Appel de l'employeur auprès du tribunal administratif sur la décision du ministre (!!) en cours.

- Licenciement du délégué syndical CFDT pour... « incitation à faux témoignage »... dans ce procès en citation directe.

- ... nouveau refus de l'Inspecteur du travail.

- Appel, sur cette décision, de l'employeur auprès du ministre du Travail (en cours...)

- Diverses mises à pied de délégués, entre temps...

La défense de ces atteintes répétées au droit syndical a été assurée jusqu'à ce jour par l'UIS-CFDT de Bagnols-sur-Cèze, avec le syndicat Chimie CFDT et l'UL-CGT de Laudun-l'Ardoise.

Au procès du vendredi 26 janvier, les avocats de la partie adverse, (ayant déjà brillé dans les affaires où des patrons de combat tels Furnon et autres, étaient « engagés »... contre la classe ouvrière) n'ont trouvé d'autres éléments que des coups bas que leur permettrait le maquis de la procédure :

- « Non représentativité des syndicats se portant partie civile ! »

- UL-CGT de Laudun, où, paraît-il, les statuts auraient disparu de la mairie... Qui, à Laudun-l'Ardoise, pourrait prétendre que la CGT n'existe pas ?

- Le secrétaire du syndicat-Chimie-CFDT « serait » non statutairement mandaté. Pourtant, l'UIS de Bagnols le reconnaît comme secrétaire du Syndicat-chimie au vu des relations qu'elle a avec lui.

Par ces mesures dilatoires, indignes d'une « justice sociale » préconisée pourtant journalièrement par le chef de l'Etat, avec la complicité de la magistrature bourgeoise, le tribunal rendait sa sentence au profit de la classe possédante, une fois de plus.

Voilà dénoncée la justice de classe rendue « au nom du peuple français »

En ce qui nous concerne, nous mettons au défi Rossi et Cie de nous administrer la preuve (comme ils ont tenté de faire pour l'UL-CGT et le syndicat-Chimie-CFDT), que l'Union interprofessionnelle du secteur de Bagnols-sur-Cèze, qui les condamne aussi au nom des travailleurs, n'est pas représentative.

L'UIS-CFDT de Bagnols, à son tour, se portera s'il le faut partie civile contre ces patrons dont le seul argument de défense est le maquis de la procédure.

La classe ouvrière ne se cache pas pour faire front au patronat.

Messieurs les patrons, vous fuyez le vrai débat :

- L'atteinte au droit syndical  
- Les accusations que vous portez les syndicats

Vous vous en sortez - pour le moment - par une pirouette de procédure... mais votre condamnation par la classe ouvrière demeure.

Bagnols, le 27 janvier 1979.

Tract publié par  
l'UIS-CFDT, Bagnols-sur-Cèze  
et l'UL-CFDT, Laudun-l'Ardoise

## Foyer Sonacotra des Ulis (Essonne)

## Succès de la mobilisation pour un procès

Jeudi 1er février, les résidents du foyer des Ulis sont venus à plus d'une centaine (il a fallu trois cars) soutenir les camarades convoqués au tribunal de Palaiseau : la Sonacotra demande leur expulsion du foyer à cause de la grève des loyers.

Une vingtaine de travailleurs français étaient aussi présents. Les abords du tribunal grouillaient de flics en civil avec talkies-walkies et tout le tralala.

Les deux avocats ont fait leur plaidoirie ; le jugement sera rendu le 22 mars.

Correspondant local

## BLOC-NOTES

### PLAISIR (Yvelines)

#### « Approches de la Chine »

Cette soirée est organisée par le Comité des Amitiés franco-chinoises de Plaisir. Au programme : diapositives sur la Chine, débat, table de vente, etc. Elle aura lieu le vendredi 9 février à 20 h 30, salle des 500 m2, Allée Saint-Just à Plaisir.

### Journée portes-ouvertes au foyer Romain-Rolland

Pour commémorer le quatrième anniversaire de leur lutte, les résidents du foyer Romain Rolland organisent le 10 février une journée portes-ouvertes. Des films seront projetés, des débats auront lieu.

### NOTE DE L'ADMINISTRATION

L'administration du quotidien rappelle à tous ses correspondants plusieurs règles simples, pour accélérer son travail et rendre plus facile sa tâche.

- 1. Quand vous envoyez de l'argent au journal (virement postal, chèque bancaire, mandat lettre, mandat carte) n'oubliez pas d'accompagner ceux-ci avec une feuille séparée indiquant à quoi correspond votre règlement (souscription, règlement de vente de l'Humanité rouge quotidien ou bimensuel, règlement de brochures, etc.) ne pas écrire ces indications au talon des mandats cartes, virement postaux et chèques bancaires, seule l'administration du journal est intéressée par ces renseignements.

- 2. Etre toujours précis dans vos commandes. L'Humanité rouge ne traite que les commandes concernant le quotidien, le bimensuel, les affiches centrales, les tracts, la souscription, les abonnements et c'est tout. Pour ce qui concerne d'autres revues ou publications, il faut s'adresser soit aux « Herbes sauvages », à Prolétariat, à l'APN, ou à la Faucille en fonction des secteurs intéressés.

- 3. Respecter les délais pour les règlements du matériel, notamment pour le bimensuel, pour la souscription, pour les cartes postales ou pour les calendriers.

- 4. Pour les commandes spéciales du quotidien ou bimensuel, le dernier délai pour les commandes est à 11 h 30 le jour de la sortie du quotidien demandé ou du bimensuel (le mardi).

- 5. Pour la correspondance, inscrire sur l'enveloppe si c'est pour la rédaction ou pour l'administration cela accélère l'acheminement de la correspondance.

- 6. S'il doit y avoir une correspondance commune rédaction-administration séparer les deux types de correspondance avec un enveloppe intérieure qui séparera les deux secteurs.

- 7. Pour les réabonnements, si vous n'utilisez pas les formulaires de réabonnement qui vous sont adressés une quinzaine de jours avant la fin de votre abonnement indiquez si vous vous réabonnez, qu'il s'agit d'un réabonnement, cela évite de retaper une carte qui existe déjà et qui est encore utilisable. (A moins d'un changement d'adresse bien sûr).

Toutes ces mesures simples bien appliquées éviteront les erreurs, les courriers aller et retour pour des demandes d'explication, les retards, confusions, perte de temps, perte d'efficacité.

Abonnez-vous à

**l'Humanité rouge**

quotidien révolutionnaire

des travailleurs

Prenez contact avec le  
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. ....  
PRÉNOM. ....  
Lieu de travail. ....  
Adresse. ....  
Code postal. ....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cedex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesse  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépot légal 1er trimestre 1979

## Grève à l'usine Vidéo-color de Lyon

Plusieurs dizaines de salariés de l'usine de Vidéo-Color ont débrayé vendredi 2 février. Vidéo-Color est une filiale de Thomson (51 %) et du groupe américain RCA (49 %). L'usine de Lyon fabrique des tubes de télévision (tubes PIL). Elle emploie 650 salariés, principalement des immigrés à la production et des femmes pour le montage des canons. Les conditions de

travail sont particulièrement difficiles dans cette entreprise :

pour les hommes, travail en 3 X 8 ; travail le samedi matin ; et depuis début janvier, doublement des cadences.

Pour les femmes : travail aux pièces, minutieux, entraînant de la fatigue nerveuse, des troubles de la vue, etc.

Alors que Vidéo-Color annonce à grand renfort de publicité un plan d'investissement de 80 millions et l'embauche de 400 salariés, la réalité est tout autre. Il n'y a point d'embauche à Vidéo-Color. Le doublement de la production qui a entraîné le doublement des cadences a fait naître un grand mécontentement chez les ouvriers à la production. Dans le même temps, ils

ont vu leur pouvoir d'achat diminuer par les dernières mesures de la Sécurité sociale.

Les principales revendications portent sur :  
- l'augmentation des salaires.

- La suppression du travail le samedi matin sans diminution du salaire.

- Abaissement des cadences.

SIDERURGIE

# Sollac 1954-1955, l'exploitation hier ... comme aujourd'hui



Les patrons de la sidérurgie n'ont pas changé : aujourd'hui ils veulent obtenir la production d'une tonne d'acier en 6 heures et avec moins d'ouvriers !

Il y a quelque trois ans à Seremange, en Moselle, naissait un monstre moderne, la Sollac, ou Société lorraine de laminage continue.

Un monstre, né d'une fusion de crédits Marshall et de capitaux de gros trusts de la sidérurgie, destiné à devenir un bastion de la production sidérurgique dans le cadre du plan Schumann, du pool charbon-acier.

Ce monstre dévore les hommes à une allure vertigineuse : près de 5 000 en ces trois années, car, si l'effectif actuel est de 5 000 travailleurs, il en est « passé » plus de 10 000 à Seremange.

Les conditions de travail sont telles que beaucoup ne résistent pas.

Les uns partent chercher l'embauche ailleurs, les autres, ceux qui n'ont pu partir assez tôt, y laissent leur santé.

La Sollac est un bon pourvoyeur de sanas et de cimetières. Pourquoi en serait-il autrement ? Les sociétés qui engagent des capitaux à la Sollac ne traitent pas mieux les ouvriers.

La Sollac est née en Moselle, où il était logique de la construire, dit la brochure patronale d'accueil donnée à chaque ouvrier à son embauche, car elle est ici « à proximité immédiate des hauts fourneaux des sociétés voisines fournissant la fonte liquide pour son aciérie et non loin des charbonnages de Lorraine, fournissant le charbon pour sa cocherie. »

Les meilleures conditions pour réaliser de substantiels bénéfices !

Le grand maître, là-dedans, est De Wendel, qui détient à lui seul 48 % des actions.

**CHAQUE OUVRIER EST UN SUPECT**

Ils sont venus de toutes les régions de France. Ils sont venus aussi d'Afrique du Nord, d'Italie, d'Allemagne... Appelés par une publicité tapageuse et mensongère qui leur décrivait un « paradis ».

Etrange paradis en vérité, à l'entrée duquel il faut montrer patte blanche. D'abord chacun remplit sa fiche qui doit donner la « valeur morale » de l'individu, selon la conception capitaliste, les « antécédents ». L'appartenance syndicale et les opinions politiques doivent y être écrites noir sur blanc. Ensuite, le commissaire de police se chargera d'une enquête personnelle.

Si l'ouvrier a résisté à tout cela, alors il aura droit à la brochure d'accueil où de nombreux conseils lui sont réservés, concernant sa bonne conduite, sa vie familiale, son travail.

A son veston, il a désormais le droit d'accrocher son numéro matricule sur plaque de métal.

Pour veiller au bon ordre ainsi établi, la direction américaine et ses adjoints français ont installé une police intérieure, flics et mouchards, qu'elle paie grassement. Et, se frottant les mains, les capitalistes ont cru posséder enfin la certitude que jamais les ouvriers de la Sollac n'oseraient bouger le petit doigt pour des revendications. Ils se trompaient.

**UNE DIVISION ORGANISÉE**

Tout de même, ils ont voulu prendre une assurance supplémentaire ; dès le départ, ils ont sciemment organisé la division.

Ils ont créé des dizaines de catégories ou qualifications et donné le plus large éventail possible des salaires.

Dans une seule équipe de cinq gars, il y a, par exemple, cinq salaires différents, tandis que deux sortes de salaires étaient

**S**OLLAC vous fait confiance : un travail régulier, consciencieux, efficace vous permettra de contribuer à l'abaissement des prix de revient et, par conséquent, de procurer au pays des disponibilités dont tous les Français, vous compris, bénéficieront directement ou indirectement...

« Vous tiendrez donc à participer par votre activité productrice, à l'élévation du niveau général de vie qui doit permettre à tous de jouir davantage des progrès matériels de la Civilisation ».

Ce texte était signé par Louis Dherse, directeur général de Sollac. Et c'est ainsi que les travailleurs étaient accueillis dans ce bain autour des années 1950. Un bain, diront certains, vous exagérez quand même.

Eh bien, non et pour preuve nous publions des extraits d'un reportage de Rosie Moreno paru dans la *Vie ouvrière* numéro 19-25 de juillet 1955.

Cet article s'intitule : « L'expérience du paradis ».

établis pour l'ensemble des ouvriers : le salaire horaire pour les uns, le salaire mensuel pour les autres.

La Sollac a construit des « cités » et en a fait une arme. Dans la distribution des logements, règne la même dis-

crimination que dans l'octroi des salaires. « A toi, un logis avec une fenêtre sur la rue ; le tien, par contre, lui tournera le dos ».

« A toi un jardin ou un parterre de fleurs. Pour toi, seulement le pis de ta porte ».

Pour couronner le tout, il fallait un syndicat-maison, un bon petit syndicat de collaboration ; ce fut l'UNIPSO, dit « indépendant ».

Puis un jour vint la CFTC, que la direction laissa tranquillement s'installer. Il en fut autrement pour la CGT, bien des militants payèrent de leur emploi leur dévouement aux travailleurs. Mais tant bien que mal, une ossature de section syndicale fut établie, 45 VO diffusées.

Six cents travailleurs seulement sont aujourd'hui organisés dans les deux syndicats.

**LA CONDITION OUVRIERE TRAVAIL INHUMAIN ET BAS SALAIRES**

Beaucoup d'ouvriers « mensuels » m'a dit Buchmann, secrétaire de l'U.D de Moselle (aujourd'hui en 1979, il est secrétaire de la fédération du PCF de la Moselle - NDLR), ne perçoivent pas plus de 28 000 F (il s'agit d'anciens francs - NDLR).

Pour les « horaires », le salaire de base est, par exemple, pour les P2, de 114 F de l'heure (1,14 F de nos jours - NDLR), ce qui, avec toutes les primes comprises, leur fait 165 francs de l'heure.

Quant aux conditions de travail, elle sont plus qu'inhumaines. C'est la cadence poussée à l'extrême. Pour la tôle, par exemple, c'est une production record : plus de 90 kilomètres à l'heure ! Après une journée de travail, on ne peut même plus parler aux gars : ils sont exténués. Dans tous les services, c'est la même chose. Au détriquage, où les lingots arrivent chauds, il faut faire disparaître les défauts, les aspérités du métal au chalumeau. Température : 800 à 900 degrés ! Les gars, quand ils n'en peuvent plus, laissent leurs chalumeaux et vont dans un pré voisin... La plupart s'évanouissent. Ils ne tiennent pas longtemps dans ce service-là.

Si une erreur est signalée dans le travail, l'ouvrier est déqualifié. S'il est OS1, il devient manœuvre de force et son salaire est diminué, bien qu'il demeure au même poste en y effectuant le même travail.

Les travailleurs nord-africains ont un régime pire encore : non seulement ils sont employés aux postes les plus mauvais (et le directeur-adjoint Le Gall dit : « S'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à fiche le camp. Si je veux, je les ramasse à la pelle »). Mais le logement leur est refusé. « Ce n'est pas une main-d'œuvre stable » dit encore Le Gall.

Parce que la Sollac ruine leur santé, mutilé et tue... Alors il en « passe » beaucoup. (Fin des extraits de l'article de la VO).

**ET AUJOURD'HUI**

La situation a-t-elle beaucoup changé aujourd'hui dans les entreprises sidérurgiques, les patrons sont-ils devenus plus humains ?

Il suffit de voir les plans de licenciements qu'il échafaudent pour augmenter leur profit. Non ils n'ont pas changé.

Ils tuent, mutilent toujours autant, ils augmentent la productivité, veulent rattraper la production allemande : 8,1 heure par tonne d'acier et même baisser jusqu'à 6 heures par tonne ! Avec moins de travailleurs !

Non les travailleurs n'ont rien à attendre des patrons, il faut s'en débarrasser.